

## Conseil européen de printemps

♦ Le Conseil européen des 8 et 9 mars a pris une série de décisions importantes, notamment en matière de climat et d'énergie. Il estime « qu'il est primordial d'atteindre l'objectif stratégique consistant à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2°C maxi par rapport aux niveaux de l'époque préindustrielle ». Pour cela, il préconise que les pays développés s'engagent à réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre de 30% d'ici 2020 par rapport à 1990 et visent 60 à 80% d'ici 2050, et se déclarent prêts à adopter cet objectif si d'autres pays développés s'y engagent également. L'Union européenne, de manière indépendante, prend l'engagement ferme de réduire ses émissions d'au moins 20% d'ici 2020 par rapport à 1990.

Le Conseil a adopté un « plan d'action global » comprenant :

- 1) mise en oeuvre intégrale de la législation relative à l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité, insistant sur la séparation effective des activités d'approvisionnement et de production, le renforcement de l'indépendance des régulateurs nationaux et une plus grande harmonisation de leurs pouvoirs, une coopération transfrontalière plus forte de ces régulateurs, un nouveau mécanisme communautaire pour les gestionnaires de réseaux de transport, un système plus intégré pour le commerce transfrontalier, y compris par l'élaboration de normes techniques, une plus grande transparence du fonctionnement du marché de l'énergie, l'élaboration d'une charte du client dans le domaine de l'énergie ;
- 2) la nomination de coordinateur pour les projets européens prioritaires les plus critiques afin d'aboutir à des capacités d'interconnexion à 10% pour l'électricité et le gaz ;
- 3) assurer la sécurité d'approvisionnement, avec une diversification effective des sources d'énergie et des voies d'approvisionnement, une coopération en cas de crise et une amélioration des dispositifs existants, la création d'un observatoire de l'énergie au sein de la Commission ;
- 4) une politique énergétique internationale afin que l'Union européenne s'exprime davantage « d'une même voix », en développant les négociations, les accords et le dialogue ;
- 5) accroître l'efficacité énergétique pour économiser 20% de la consommation d'énergie de l'Union européenne en 2020 avec cinq priorités (les transports, les équipements consommateurs d'énergie, le comportement des consommateurs d'énergie, les technologies et l'innovation énergétique, les bâtiments), l'adoption d'ici 2008 de dispositions en matière d'éclairage des bureaux et des rues ainsi que des ménages d'ici 2009, réexamen de l'encadrement communautaire des aides d'Etat, pouvant donner lieu à des incitations pour servir les objectifs de la communauté dans le domaine de l'énergie et du changement climatique ; 20% d'énergies renouvelables dans la consommation totale de l'Union européenne d'ici 2020 et une proposition contraignante de 10% de biocarburants d'ici 2020 également, et élaboration d'objectifs globaux au niveau national et « veillant à une répartition juste et appropriée qui tienne compte des situations de départ des différents Etats membres » ;
- 6) renforcement de la recherche pour la mise au point de technologies à bon rendement énergétique, soutien à la recherche et développement en matière de gestion des déchets nucléaires dans le cadre du 7ème PCRD et création envisagée d'un groupe de haut niveau sur la sûreté nucléaire et la gestion des déchets. Le Conseil prend également note de la contribution de l'énergie nucléaire à la réduction des émissions de CO2 et à la sécurité d'approvisionnement énergétique et suggère « d'amples discussions » avec toutes les parties concernées « quant aux possibilités et aux risques que présente l'énergie nucléaire ». .../...

## The Spring European Council

The European Council of March 8 took a series of important decisions, in particular climate energy. It deems "that it is of vital importance to achieve the strategic objective of limiting the rise in the global average temperature to no more than 2°C above the pre-industrial levels". In order to do that, it recommends that developed countries should take the lead in collectively reducing their greenhouse gas emissions in the order of 30% by 2020 compared to 1990 and aim at reducing it by 60 to 80% by 2050, and declare ready to adopt this objective if other developed countries also commit themselves to it. The European Union, in an independent way, pledges firm to reduce its emissions from at least 20% from here 2020 compared to 1990.

The Council adopted a "global action plan" comprising of:

- 1) the full implementation of the legislation concerning the opening of gas and electricity markets, while stressing on the effective separation of supply and production activities, the reinforcement of the independence of national regulators and a much greater harmonisation of their powers, a stronger cross-border co-operation for these regulators, a new Community mechanism for Transmission System Operators, a more integrated system for the cross-border trade, including the elaboration of technical standards, a greater transparency in energy market operations, the elaboration of the Energy Customers' Charter;
- 2) the appointment of coordinators for the most critical European priority projects in order to at least 10% of gas and electricity interconnection capacity;
- 3) measures to ensure the security of supply, through effective diversification of sources of energy and of supply routes, effective co-operation in the event of a crisis and the improvement of existing crisis handling mechanisms, the establishment of the Energy observatory within the Commission;
- 4) an International Energy Policy to enable European Union member States express their view, more efficiently, with "same voice", by encouraging negotiations, agreements and the dialogue;
- 5) measures to increase energy efficiency in order to attain a 20% saving of energy consumption in the European Union by the year 2020, under five priorities (energy consuming transports and energy consuming equipment, energy saving behaviours of energy consumers, energy saving technologies, innovations and buildings), the adoption by the year 2008 of provisions regarding offices and streets lighting as well as regarding households by 2009, the review of the Community guidelines on State aid which can provide incentives to make them more supportive of the objectives of the Community in the field of energy and climatic change; 20% share of renewable energies in the overall consumption throughout the European Union by 2020 and also a binding proposal for a 10% share of bio-fuels by 2020, and development of overall objectives at national levels and "ensuring an appropriate and fair distribution which takes account of the different initial situations of the various Member States";
- 6) reinforcement of research in the development of better energy efficiency technologies, support for the research and development as regards management of the nuclear waste, particularly, under the 7<sup>th</sup> PCRD and the creation of the planned high level team on nuclear safety and waste management. The Council also notes the contribution of the nuclear energy in meeting the growing concern about safety of energy supply and the reduction of the CO2 emissions and suggests the launching of "broad discussions" among all relevant stakeholders "as regards the opportunities and the risks of nuclear energy". .../...

Le Conseil, dans le cadre du processus « mieux légiférer », a entériné l'objectif d'allègement de 25% des charges administratives découlant de la législation de l'Union européenne, en particulier pour les PME afin de stimuler l'économie européenne et inviter les Etats à fixer pour 2008 des objectifs nationaux « d'une ambition comparable ».

Il a, dans le cadre de « la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi », pris acte que le début de la mise en oeuvre des programmes nationaux de réforme des Etats membres était encourageant et a invité la Commission à présenter un rapport intérimaire à l'automne 2007 en vue de préparer le prochain cycle de 3 ans de la stratégie de Lisbonne renouvelée. Il a rappelé l'importance de « politiques budgétaires saines et équilibrées », de renforcer l'innovation, la recherche et l'éducation, de stimuler l'emploi, de moderniser et de renforcer le modèle social européen.

♦ **Parlement** : Lors de la traditionnelle rencontre du Conseil avec le président du Parlement européen, son nouveau président Hans – Gert Pöttering (PPE, Allemagne) s'est prononcé, notamment sur la nécessité de définir des objectifs contraignants en matière de changement climatique et d'énergie, d'accélérer le processus de réforme dans le cadre de la stratégie de Lisbonne (en particulier, transports, énergie, télécommunications), de simplifier la législation.

♦ **Sommet social tripartite** : Le Sommet social, qui s'est tenu le matin du 8 mars avant le Conseil, sous la double présidence d'Angela Merkel et de J. M. Barroso, s'est conclu par un accord de tous les participants sur le fait que le modèle social européen doit se retrouver dans le texte définitif du traité constitutionnel, que la charge administrative sur les petites entreprises doit être allégée, qu'il faut renforcer la sécurité de l'emploi et avoir des emplois de qualité.

---

## Services d'intérêt général

Pour avancer sur les suites à donner à son Livre blanc sur les services d'intérêt général de 2004, en particulier la question de l'encadrement législatif des SIG, la Commission européenne prépare une série de propositions qu'elle devait présenter de manière informelle au Conseil et consistant en particulier à inscrire huit principes dans un accord institutionnel ou une déclaration conjointe : i/ des SIG proches des citoyens : pour cela les Etats membres sont libres de les définir et compétents en matière d'organisation, réglementation et financement ii/ prise en compte de la diversité des services et des situations et adaptation de la législation sectorielle aux évolutions technologiques iii/ qualité et sécurité élevées/prix abordables : notamment, vigilance particulière sur l'accès dans les zones transfrontalières, programmes ciblés, accès à l'information, en cas de besoin édicition de normes européennes par des textes sectoriels et spécifiques iv/ reconnaissance de l'accès aux SIG comme un droit fondamental v/ cohésion territoriale de l'UE vi/ transparence à tous les stades de la définition à l'évaluation et au traitement des plaintes vii/ définition, promotion et défense des droits des consommateurs et utilisateurs viii/ suivi et évaluation à l'aide d'instruments pertinents et identiques pour tous les Etats membres. Dans sa définition des SIG, la Commission proposerait l'existence de SIG non économiques et de services n'ayant pas d'impact sur les échanges entre les Etats membres auxquels les règles du marché intérieur ne seraient pas applicables.

Cette liste de principes comporte des avancées importantes dans certains domaines. Reste à préciser ce que peuvent être des textes spécifiques (sur l'évaluation, les concessions, le rôle des autorités publiques, la régulation, etc.). Pour sa part, le CELSIG tient à rappeler que le cadre transversal pour les SIG, n'est pas nécessairement un cadre juridique unique, mais, ainsi qu'il l'a dit lors de son séminaire de novembre dernier, ce cadre peut être un "paquet" juridique.

The Council, within the framework of the “better regulation” process, ratified the objective of reducing by 25% the administrative burdens arising from the European Union legislation, in particular, for the SME in order to stimulate the European economy and, called on Member States to set for 2008 their national objectives “of a comparable ambition”.

It has, within the framework of “the strategy of Lisbon for growth and employment”, observed that the first steps of the implementation of national programmes for the reform of Member States were encouraging and called on the Commission to present an interim report in Autumn 2007 in order to prepare next 3 year cycle of the renewed strategy of Lisbon. It pointed out the importance of “healthy and balanced budgetary policies”, to reinforce innovation, research and education, to stimulate employment, to modernize and reinforce the European social model.

♦ **Parliament**: During the traditional meeting of the Council with the president of the European Parliament, the new president Hans-Gert Pöttering (EPP, Germany) spoke, in particular, about the need to define binding objectives as regards climatic change and energy issues, to accelerate the reform process within the framework of the strategy of Lisbon (particularly, transports, energy, telecommunications), to simplify the legislation.

♦ **Tripartite social Summit**: The social Summit, which took place on 8<sup>th</sup> March, in the morning, before the Council, under the double presidency of Angela Merkel and J. Mr. Barroso, ended with an agreement by all the participants on the fact that the European social model must be included in the final text of the constitutional treaty, that the administrative burden on small enterprises must be reduced and, that it is necessary to reinforce employment security and to have quality jobs.

---

## Services of general interest

In order to achieve progress in the follow-up to its White Paper on services of general interest, published in 2004, in particular, on the question of legislative framing of SGIs, the European Commission is preparing a series of proposals which it is to present informally at the Council and which aim, in particular, to include eight principles in an institutional agreement or a joint declaration: i/ for SGIs close to citizens: to this end Member States are free to define them and competent as regards their organization, regulation and financing ii/ the taking into account of the diversity of services and situations and the adaptation of the sectoral legislation to technological developments iii/ high quality and safety/affordable prices: in particular, special attention on access in cross-border areas, targeted programs, access to information, where necessary enacting European standards through sectoral and specific texts iv/ recognition of the access to SGIs as a fundamental right v/ the EU territorial cohesion vi/ transparency at all levels, from the definition to the evaluation and in resolving subsequent complaints vii/ definition, promotion and defence of the rights of consumers and users viii/ the follow-up and evaluation using relevant and identical tools for all the Member States. In its definition of the SGIs, the Commission would propose the possibility of having non economic SGIs and services that do not have any impact on trade between Member States to which the rules governing the internal market would not be applicable.

This list of principles represents significant improvements in certain fields. What remains is to specify the content of what constitute specific texts (on evaluation, concessions, the role of the public authorities, regulation, etc). For its part, CELSIG insists on recalling that the transversal framework for SGIs, is not necessarily a single legal framework, but, as it mentioned during its the seminar that was held in November 2006, this framework can be a legal “package”.